

# LE BANQUET SOCIAL.

PRIX DE L'ABONNEMENT. — Un an..... 12 fr.  
Six mois..... 6  
Trois mois..... 5

Journal du XII<sup>e</sup> Arrondissement.

Tout ce qui concerne la Rédaction ou les Annonces doit être adressé franco au bureau du Journal, place MAUBERT, 9.

**Sommaire :** Union et Concorde. — Colère du Constitutionnel. — Protestation contre l'élection du sieur Schmitz. — Le cumul. — Protestation des ateliers nationaux. — XII<sup>e</sup> Arrondissement. — Actes officiels du gouvernement. — Nouvelles des départements. — Révolution européenne. — Nouveau discours du citoyen Louis Blanc. — FEUILLETON : l'Oeuf du Diable.

Paris, 3 mai 1848.

## Union et Concorde.

Le lendemain de l'inauguration de la République, un même cri était sorti de toutes les bouches : Plus de partis ! plus de classes ! union ! fraternité !

Mais cette explosion, pour être unanime, n'était pas sincère, nous devons le croire aujourd'hui ; car une division funeste ramène ces fatales catégories que le 24 février semblait avoir confondues pour jamais.

Cela vient de ce que dans une certaine partie de la population il y a eu méprise sur le sens véritable de la révolution nouvelle. Les esprits étroits ne veulent y voir qu'un bouleversement purement politique, tandis que les besoins de l'humanité réclament nécessairement, inévitablement, une rénovation sociale.

Ce n'est plus de questions de cabinet, de querelles diplomatiques qu'il s'agit maintenant. Le problème de l'avenir est bien autrement grave : Amélioration immédiate du sort de trente millions de prolétaires, telle est la solution qu'il impose.

Les ressorts de la vieille économie politique sont usés, hors de service ; ils arrêteraient le jeu de la machine sociale, au lieu de l'accélérer. A la France régénérée il faut une économie nouvelle.

Voilà ce que par malheur bien des esprits s'obstinent à ne pas croire ; voilà ce qui sépare la société en deux camps prêts à entrer en lutte, ce qui a déjà fait couler le sang, ce qui peut-être, hélas ! le fera couler encore.

Ah ! pourquoi donc l'égoïsme empêche-t-il les yeux aveuglés de se dessiller ?

Pourquoi la Fraternité sainte n'est-elle encore qu'un vain mot, et non un sentiment fort et vrai qui unisse

toutes les âmes, concilie tous les intérêts, même les plus divers ?

Elle aurait cette puissance si les cœurs plus républicains étaient dociles à écouter ses inspirations.

Ceux qui restent sourds à ses conseils suivent une voie insensée qui les mènera au crime. L'homme qui déteste son frère n'est pas éloigné de lui nuire. De la haine au meurtre la distance est courte, la pente rapide.

Quand les partis se tranchent nettement dans un peuple et qu'ils s'opposent les uns aux autres, les esprits sont prompts à s'envenimer, les armes se préparent, l'heure de la guerre civile approche.

Deux armées rangées en présence ne sont pas longtemps inactives : une commotion électrique les agite et le canon gronde.

Ah ! prenons bien garde qu'un tel malheur nous arrive. Pas de rivalités ! si nous voulons être forts, soyons unis ! Arrière les castes, les rangs, les privilèges. Peuple et bourgeoisie, nous sommes tous les enfants d'une mère commune, la France. Soyons donc véritablement frères.

La France n'a d'autre salut que dans une République forte et grande, mais en même temps pure et sage.

En vain la légitimité nous disait hier par un de ses organes de province, l'*Indépendant de l'Ouest*, que le gouvernement démocratique est une utopie, et que le principe héréditaire devait triompher tôt ou tard.

Non, non, mille fois non !

Le temps des rois est passé, celui du peuple est venu. Le peuple a fait la révolution de 1848 ; il doit en profiter.

Mais cette souveraineté du peuple doit être admirable comme lui. Qu'il n'écoute donc pas les conseils terribles qu'on lui donne depuis quelques jours. Il s'égarerait en des routes sanglantes, et, tyran à son tour, il compromettrait sa puissance.

Au nom de la Fraternité saluée sur les barricades, au nom de la Patrie dont le salut réclame l'amour et les

efforts de tous, ne nous jetons pas dans les dangers de la contre-révolution.

L'abîme est béant sous nos pas ; évitons-le.

La réaction ne servirait qu'à accroître la misère publique. L'union et la concorde feront le bonheur de tous.

GEORGES OLIVIER.

Le *Constitutionnel* était hier fort en colère contre les électeurs des Bouches-du-Rhône.

Pourquoi donc cette irritation bilieuse qui tourmentait le rachitique journal de la rue de Valois ?

Eh ! mon Dieu, rien de plus simple.

Son patron, son Mélibée, son dieu, l'auteur et l'éditeur responsable de l'embastillement de Paris et de Lyon, des lois de septembre, etc., etc., le flatteur de la liberté avant 1830, le renégat de la démocratie sous Louis-Philippe, M. Adolphe Thiers, ex-ministre, ex-ambassadeur, ex-député, a été rejeté par le vote de son pays natal.

Le *Constitutionnel* s'en étonne, il en gémit, il se met en fureur.

Infortuné *Constitutionnel* !

C'était là son plus cher candidat, et on le rejette.

D'un autre côté on proteste contre le sieur Schmitz, son second protégé, qu'il avait si habilement vêtu d'un bourgeron de travailleur !

En vérité, cela est triste pour le *Constitutionnel*, et nous ne sommes pas étonnés qu'il soit de si mauvaise humeur.

La minorité honteuse de M. Thiers battue par une majorité victorieuse, premier échec !

La majorité du sieur Schmitz reniée par elle-même, reconnue frauduleuse et nulle, second échec !

Allons, allons, décidément, le *Constitutionnel* a beau bizeauter ses cartes, il n'est pas fort au jeu des suffrages.

Nous nous empressons de reproduire une protestation publiée ce matin par la *Réforme*, contre l'élection du sieur Schmitz, ex-maire des requêtes au conseil d'Etat.

Ce candidat a trompé la bonne foi publique, en se

## Feuilleton du Banquet Social.

### L'OEUF DU DIABLE.

CONTE FANTASTIQUE.

I.

Dans le temps où il y avait des rois, un jour de Pâques, — je ne sais lequel, — un roi de Bohême que nous appellerons si vous le voulez Rodéric, donnait à sa cour grand gala.

Les convives étaient nombreux, la table immense, les mets choisis ; et certes, maître Christophe Hand, le majordome, avait eu fort à faire pour combiner le plan du royal festin, de façon à contenter les beaux seigneurs et les nobles dames invitées par son maître.

Vraiment oui ! terrible fut durant huit jours la préoccupation de Christophe Hand. Car le roi Rodéric, dans un accès farouche d'étiquette, avait juré de faire pendre son majordome et de jeter au couvent sa charmante fille Regina, s'il manquait un seul point à l'ordonnance de la fête.

Cependant, malgré le trouble qu'un tel arrêt produisit dans son esprit, maître Hand réussit au delà de ses espérances. De mémoire gastronomique, on n'avait rien vu de plus parfait et de meilleur goût. Il est vrai que Regina s'y était employée, dirigée par les conseils de Stephan, un jeune peintre, son ami d'enfance, — j'allais dire son amoureux, si je ne savais à n'en pas douter, qu'un brave fanfaron, nommé Lupo, se vantait souvent de ce titre en relevant avec des allures de vainqueur sa moustache extravagante.

Quoi qu'il en soit, Christophe Hand était enchanté de la beauté de la fête due à ses sueurs.

Il avait tort, le digne majordome !

Il avait très-grand tort ! car il oubliait de compter les œufs aux vives couleurs symétriquement disposés sur plusieurs points de la table dans des plats d'or ciselé.

Or le plat du milieu, celui qui se trouvait devant le roi, n'en contenait que treize, dont un, le plus élevé de la pyramide, rouge comme un charbon embrasé.

Treize ! nombre cabalistique, symbole de malheur ! mot de ralliement de l'enfer !

Le moment vint où les œufs firent le tour de la table,

Rodéric voulut prendre celui qui flamboyait devant lui, mais il retira aussitôt la main avec un cri de douleur.

— Corne et tonnerre, dit-il, je crois, Dieu me pardonne, que le Diable est dans cet OEuf.

— J'y suis, répondit une voix stridente et railleuse qui venait du plat.

Et l'OEuf incontinent s'élança sur la table où il se mit à tourner rapidement sur lui-même, en sautillant par petits bonds irréguliers.

Le roi jura et tira son épée.

Les dames s'évanouirent — ou firent semblant.

Les chevaliers sentirent leurs dents claquer.

Et Christophe Hand, le majordome, chancela sous la peur. Le malheureux croyait déjà voir la corde d'une potence osciller devant ses yeux. C'était, il faut en convenir, de tous les genres de pendule, le plus propre à le faire réfléchir sur la rapidité du temps.

Cependant l'OEuf tournait toujours !

Le roi fit un signe, et dix archers qui veillaient à la porte entrèrent et entourèrent le pauvre Christophe Hand.

— Capitaine, dit le roi au chef des soldats, conduisez cet homme en prison ; prévenez le compère Art-trager de préparer le gibet pour demain matin six heures ; puis, en revenant, enlevez la belle Regina, et conduisez-la au moutier que vous savez.

Christophe Hand avait écouté sa sentence avec l'impassibilité d'un courage factice : mais au nom de sa fille, son courage faillit ; il étendit les bras en avant, et voulut balbutier quelques mots de prière.

Il n'en eut pas le temps. Les soudards l'arrachèrent de la salle du festin et le poussèrent devant eux avec rudesse.

Mais sur la table des convives, l'OEuf rouge valsait toujours.

II.

Rodéric s'en aperçut et voulut y mettre ordre.

Il leva son épée et la fit retomber de toute la vigueur de son bras sur le danseur infatigable.

Jésus ! Maria ! le pauvre sire ! sa fine lame, bien loin d'entamer la coquille, se pulvérisa comme verre ; il n'en resta pas même un tronçon à la poignée.

Et l'OEuf se mit à se balancer devant lui, — sans doute pour le défier, — en riant d'un rire aigrelet comme le son d'une cymbale fêlée.

Rodéric devint blême de fureur et se leva, tirant sa dague

de sa gaine, tandis qu'au bruit sans cesse croissant et plus aigu du ricanement saccadé, les dames revenaient de leur pamoison, les chevaliers de leur terreur, tous pleins d'anxiété dans l'attente de ce qui allait advenir.

Le roi brandissait sa dague, il allait frapper quand la voix de l'OEuf lui cria d'un ton menaçant :

— Arrête.

Rodéric obéit, et son bras resta en l'air, la dague au poing, sans pouvoir se replier.

Les dames eurent bien encore la pensée de s'évanouir, mais cette fois la curiosité l'emporta sur la coquetterie. Ne fallait-il pas que chacune de ces deux passions toutes féminines eût son tour ?

Elles s'attendaient à quelque chose de merveilleux et ne furent point trompées. Bientôt elles n'eurent plus assez d'yeux pour voir.

Un petit bruit se fit entendre dans l'OEuf : Tor, toc, toc, et la coquille s'ouvrit en deux comme une noix dont le germe desunit les valves.

Et soudainement on vit comme un ressort à hélice, rouge et noir, se détendre, monter à deux pieds environ, puis devenir droit et s'agiter avec une tête, un corps, des jambes, des bras et des griffes ; mais le tout mince, grêle et fluet, en proportion comme les longues pattes d'un faucheur.

C'était le Diable !

Oui, parbleu ! lecteur, c'était lui, *der Teufel*, comme disent les Allemands ; la barbe en pointe, les moustaches en crochet, les yeux vipérins, les ongles tranchants et le pied fourchu. Du reste, costume classique. Il portait un tricot rouge, un pourpoint noir très-élégant avec un collier d'étoiles ; un charbon violâtre chatoyait à la bague de sa main droite, une plume arrachée au ventre d'une orfraie morte ondoyait sur sa tête velue, fixée par un diamant de la plus belle eau à sa toque de satin vert coquettement inclinée.

C'était bien le Diable.

Il salua tout le monde avec courtoisie dès qu'il se fut déployé de sa cachette, puis il prit à sa ceinture un sifflet gros comme une aiguille et le porta à ses lèvres en montrant ses dents blanches et pointues.

Deux sifflements longs et navrants comme le râle d'un homme qui meurt se firent entendre.

Et tout aussitôt arrivèrent dans la salle, sans en être em-



présentant comme ouvrier aux suffrages des électeurs de la Seine. Il avait troqué son habit contre une blouse, pour conquérir la faveur populaire; mais il lui est arrivé, comme à l'âne vêtu de la peau du lion, le bout de l'oreille a passé; et voici que, de toutes parts, des réclamations s'élèvent contre une élection due à la supercherie. Nous joignons notre voix à toutes celles qui ont déjà porté leurs plaintes au jugement du public pour demander que l'élection du sieur Schmitz soit invalidée.

Que M. le maître des requêtes se présente avec ses titres véritables; nous verrons bien s'il recueillera les voix qu'il avait reçues Schmitz l'ouvrier.

Citoyens représentants,

Le Club républicain du progrès, Considérant que le citoyen J.-P. Schmitz s'est présenté ou s'est laissé présenter comme candidat à l'Assemblée nationale avec la qualification d'ouvrier;

Considérant que c'est à cette seule qualification, contre laquelle le citoyen J.-P. Schmitz n'a pas protesté, qu'il doit le plus grand nombre de suffrages qu'il a obtenus;

Considérant que le citoyen J.-P. Schmitz, au lieu d'être un véritable ouvrier, est un ancien fonctionnaire public retiré; que toute sa carrière a été une carrière de fonctionnaire public; qu'il a occupé successivement et cumulativement les fonctions de chef de division au ministère de la Justice et des Cultes et de maître des requêtes en service extraordinaire;

Considérant dès lors que l'opinion publique a été induite en erreur sur son compte;

Est d'avis

Que l'élection est irrégulière; en conséquence proteste à l'unanimité, et demande qu'elle soit annulée.

Les délégués du club :

LOTH, vice-président, ouvrier ébéniste.

ROQUIN, ouvrier bonnetier.

CHAUNY, ouvrier serrurier.

LANÇON, avocat.

TESTE LEBEAU, licencié.

Sous le régime déchu, l'Opposition, qui n'était pas à beaucoup près aussi avancée que l'esprit général des républicains actuels, demandait, comme une des conditions les plus importantes de la réforme électorale, que nul fonctionnaire salarié ne fût apte à remplir la mission de député.

La République fera-t-elle moins que ne demandait l'Opposition, même dynastique?

Nous ne le pensons pas.

Le cumul doit être désormais aboli; car le cumul est un privilège, et le privilège ne doit pas exister dans le gouvernement de tous par tous et pour tous.

Donc l'incompatibilité absolue du titre suprême de Représentant du Peuple, avec quelques fonctions que ce soit, doit être solennellement proclamée.

Entre sa place et son mandat, l'élu doit opter, sans moyens dilatoires, sans faux-fuyants.

Les délégués des corporations du département de la Seine nous demandent l'insertion de la protestation suivante qu'ils adressent au citoyen ministre des Travaux

publics :

Citoyen,

Une manœuvre indigne, contraire à la liberté et le droit des citoyens, vient d'être employée par M. Emile Thomas, directeur des ateliers nationaux.

Les soussignés, comptant sur votre patriotisme et sur votre dévouement à la cause du peuple, espèrent que vous déjouerez cette manœuvre empreinte du cachet de la réaction.

M. Emile Thomas vient d'arrêter un règlement relatif à la réélection générale de tous les brigadiers des ateliers nationaux. Dans ce règlement il est dit :

« Tout brigadier, délégué ou chef d'escouade des ateliers nationaux, ne devra faire partie ni être délégué d'aucune corporation. »

Par cet article, la liberté des réunions est compromise, la liberté d'élection violée, l'égalité des citoyens méconnue.

Pourquoi les ouvriers ne pourraient-ils pas choisir leurs brigadiers, délégués et chefs d'escouade, parmi les délégués des corporations?

Est-ce parce que les délégués des corporations, qui travaillent en assez grand nombre dans les ateliers nationaux, sont ceux qui ont démontré l'inconvenance du projet de M. Emile Thomas de réunir, le 22 avril dernier, dans la plaine Saint-Maur, tous les ouvriers employés aux terrassements?

S'agissait-il de les passer en revue, comme on l'a dit? Pourquoi donc avait-on choisi la veille des élections des représentants du peuple, alors que les ouvriers n'avaient plus de temps à perdre pour retirer leurs cartes d'électeur?

Si M. Emile Thomas exclut aujourd'hui les délégués des corporations, ne pourra-t-il pas demain exclure également les ouvriers qui ont obtenu des grades dans la garde nationale? En si bon chemin, il n'admettra pas davantage les administrateurs des sociétés de secours mutuels; puis viendront les exclusions des présidents des clubs, etc., etc.

M. Emile Thomas penserait-il que les délégués des corporations qui seront appelés aux fonctions de brigadiers, délégués et chefs d'escouade, accepteraient ces dernières fonctions en se désistant du mandat que leur corporation leur a conféré? N'espère-t-il pas ainsi démembrer la Commission du Luxembourg, dont les fonctions sont purement honorifiques, bien que la calomnie ait cherché à faire croire qu'elles étaient largement rétribuées?

Que M. Emile Thomas réponde, nous n'en doutons pas; mais il ne pourra le faire sans fausser la devise : *Liberté, Egalité, Fraternité*, qu'il a placée en tête de son règlement, et à laquelle nous ne laisserons porter aucune atteinte.

En vous signalant cet abus, nous avons la certitude, citoyen ministre, que vous ferez disparaître au plus tôt du règlement de M. Emile Thomas l'article arbitraire contre lequel nous nous élevons.

Salut et fraternité.

Signé : LAGARDE, président; LAVOYE, GODIN, vice-présidents; LEFAURE, PETIT, secrétaires.

Paris, 2 mai 1848.

### XII<sup>e</sup> Arrondissement.

Les élections municipales ne tarderont à pas se faire, nous l'espérons.

Le provisoire va cesser dans les mairies, et chaque commune de France placera à sa tête les hommes de son choix.

Nous pensons être l'expression du vœu général, en invitant tous les bons républicains à porter leurs suffrages

sur le citoyen DELESTRE, un des hommes les plus éminents du XII<sup>e</sup> arrondissement, et des plus dévoués à la cause publique.

Puisque le citoyen Delestre a échoué aux élections des représentants du peuple, nous devons l'en dédommager en lui donnant, par nos libres suffrages au jour des élections municipales, la preuve de notre estime et de notre reconnaissance pour les services qu'il a déjà rendus dans ses fonctions précédentes de conseiller général.

Nous connaissons tous le citoyen Delestre; nous savons les luttes qu'il a soutenues contre le système passé, les efforts généreux qu'il a faits constamment pour amener le triomphe des principes démocratiques. L'arrondissement tout entier peut se porter garant de son intelligence, de sa probité, de son républicanisme.

Le vœu du plus grand nombre le désigne d'avance comme maire du XII<sup>e</sup> arrondissement.

La majorité des votes devra lui conférer ce titre.

### Actes officiels du Gouvernement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

#### ABOLITION DE L'ESCLAVAGE.

Le Gouvernement provisoire,

Considérant que l'esclavage est un attentat contre la dignité humaine;

Qu'en détruisant le libre arbitre de l'homme, il supprime le principe naturel du droit et du devoir;

Qu'il est une violation flagrante du dogme républicain : Liberté, Égalité, Fraternité;

Considérant que si des mesures effectives ne suivaient pas de très-près la proclamation déjà faite du principe de l'abolition, il en pourrait résulter dans les colonies les plus déplorables désordres;

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. L'esclavage sera entièrement aboli dans toutes les colonies et possessions françaises deux mois après la promulgation du présent décret dans chacune d'elles. A partir de la promulgation du présent décret dans les colonies, tout châtiment corporel, toute vente de personnes non libres, seront absolument interdits.

Art. 2. Le système d'engagement à temps établi au Sénégal est supprimé.

Art. 3. Les gouverneurs ou commissaires généraux de la République sont chargés d'appliquer l'ensemble des mesures propres à assurer la liberté à la Martinique, à la Guadeloupe et dépendances, à l'île de la Réunion, à la Guyane, au Sénégal et autres établissements français de la côte occidentale d'Afrique, à l'île Mayotte et dépendances et en Algérie.

Art. 4. Sont amnistiés les anciens esclaves condamnés à des peines afflictives ou correctionnelles pour des faits qui, imputés à des hommes libres, n'auraient point entraîné ce châtiment. Sont rappelés les individus déportés par mesure administrative.

Art. 5. L'Assemblée nationale réglera la quotité de l'indemnité qui devra être accordée aux colons.

Art. 6. Les colonies purifiées de la servitude et les possessions de l'Inde seront représentées à l'Assemblée nationale.

Art. 7. Le principe que le sol de la France affranchit l'esclave qui le touche, est appliqué aux colonies et possessions de la République.

péchés par les sentinelles du vestibule, Lupo le fier capitaine, et Stephan le beau peintre.

### III.

Le Diable cligna de l'œil à Lupo, et fit à Stephan un salut de la main.

Le roi voulut parler, donner un ordre pour faire chasser ces intrus de son palais; mais ses lèvres remuèrent sans pouvoir articuler un son.

Ce que voyant, le Diable lui rit au nez avec une irrévérence incroyable; puis il se tourna vers les nouveaux venus et dit :

— Vous êtes tous deux amoureux de Regina, n'est-ce pas?

A cette question, Lupo se redressa d'un air supérieur, Stephan tressaillit et soupira tristement.

— Par mes cornes, très-bien, reprit le Diable; voilà qui est convenu, vous êtes amoureux. Reste à savoir maintenant qui de vous aura la belle. Or, écoutez, je vais vous le dire. Christophe Hand est en prison; demain matin à six heures on doit le pendre; Regina pleure enfermée dans un couvent. Eh bien, celui-là sera l'heureux époux qui délivrera le père et la fille.

— Hélas! comment y parvenir? dit Stephan.

— Parbleu, la belle affaire, reprit superbement Lupo.

— Ah! ah! ah! tu crois, glapit le Diable tout en dévorant une aile de mauvette. Nous allons te voir à l'œuvre. Chance égale pour vous deux, mes maîtres, avec talents divers. A toi, Lupo, la rapière; à toi, Stephan, les pinceaux. Je vous ai dit le programme du concours; maintenant travaillez, je vous aiderai tous deux sans préférence dans l'exécution de vos plans. Seulement c'est à vous de les combiner sans mon aide. Il est à présent quatre heures, vous en avez donc quatorze pour penser et agir. Profitez-en. Le prix sera donné à celui de vous deux qui aura trouvé les idées les plus nobles, et dont la conduite aura été la meilleure. Hein! cela vous étonne d'entendre, comme vous dites, le Diable prêcher la passion. Mais, que voulez-vous? depuis que les hommes ne veulent plus de la justice et de la loyauté, nous avons trouvé piquant de les exploiter, nous autres démons. De même pour l'intérêt. Autrefois, nous vendions fort cher nos services, maintenant nous les donnons; et, ce qui vous étonnera, c'est que, grâce à l'habitude qu'ont vos pareils d'acheter ces choses-là, nous sommes beaucoup moins recherchés sur la place qu'au temps passé.... Tenez, vous-mêmes, je le vois, vous hésitez à

me donner confiance. Vous avez tort. Sur mon nom de Flammeblut et mon honneur de gentilhomme ordinaire de Sa Majesté Lucifer, je vous jure de vous servir gratis. J'ai tous les ans à Pâques trois jours de congé, comme les écoliers. Je fais comme eux, je cherche à m'amuser, voilà tout. Aujourd'hui avec vous, demain avec d'autres. Quant à votre âme, j'y tiens peu. Depuis quelques années, la terre encombre l'enfer. Ainsi, vous le voyez, je suis bon Diable; décidez-vous.

— Ma foi, monsieur, dit Lupo, touchez là; entre braves on est fait pour s'entendre.

— Merci de la comparaison, grommela Flammeblut.

Puis il se tourna vers le peintre :

— Et toi, Stephan, qu'as-tu résolu?

— J'essayerai.

— A la bonne heure, reprit Flammeblut. Décidément je vais m'amuser comme un roi...; mais, en revanche, pour la réussite de vos projets et des miens, que le roi de Bohême s'ennuie pendant tout ce temps comme un pauvre diable. Allons, Rodérick, cher sire, prends ma place, elle est encore chaude. Place de diable est bonne pour un roi.

Ce disant, meinherr Flammeblut toucha du bout de sa petite épée le front immobile du roi, qui sur-le-champ disparut, pour faire place à une miniature fort ressemblante de lui-même, grande au plus comme un roitelet; et cette gentille majesté, sautant sur la table, alla vers les coquilles d'œuf, qui se rejoignirent subitement sur lui et l'emprisonnèrent.

Tous les convives poussèrent un cri de frayeur; mais Flammeblut pirouetta sur le talon et les regarda l'un après l'autre : or ce qui était arrivé pour le roi se reproduisit pour eux. Ils devinrent tous plus petits encore que leur maître, — leur nature de courtisan se prêtait volontiers à la métamorphose, — et tous disparurent chacun à leur tour dans les œufs restés sur la table.

Et quand cela fut fait, Flammeblut ricana sept fois à gorge déployée; puis il dit aux amoureux de Regina :

— Chance égale encore de ce côté, mes maîtres; vous n'avez rien à craindre de Rodérick d'ici à demain. — Ne perdons pas de temps, partons!

### IV.

Lupo, Stephan et le Diable marchèrent un instant de compagnie dans la rue : mais les deux rivaux seuls, — et non les passants, — voyaient le sombre voyageur.

Arrivés à un carrefour, Lupo prit à gauche, Stephan à droite.

— Un moment encore, dit Flammeblut en les arrêtant tous deux par un regard magique, il me reste un mot à vous dire. Comme je ne peux pas être en même temps avec chacun de vous, d'heure en heure j'irai de l'un à l'autre. Le sort va décider lequel je dois suivre le premier. Voici un florin à l'image de Rodérick. Jouez ensemble à face ou pile.

Lupo prit le florin, le jeu commença; mais le peintre perdit, et le Diable suivit le capitaine, après avoir fixé rendez-vous à Stephan pour l'heure suivante dans son atelier.

L'artiste, resté seul, s'achemina lentement vers sa maison, cherchant dans la tristesse de son cœur un moyen de sauver le majordome et Regina.

Tout à coup ses yeux intelligents brillèrent d'un éclair, il courut plus vite, et cinq minutes après il enlevait de son chevalet un tableau terminé la veille, posait une toile blanche à la place, préparait ses pinceaux et ses couleurs.

Puis, sur les feuilles d'un carton entr'ouvert, il essaya plusieurs esquisses à grands traits; mais aucune d'elles ne parut le satisfaire; car il venait d'en commencer une nouvelle quand Flammeblut entra, — sans ouvrir la porte, — le visage renfrogné comme celui d'un moine qui n'a pas bu depuis deux jours.

Mais lorsqu'il vit les préparatifs du peintre, son front se dérida.

— Bravo, mon maître, dit-il en s'asseyant sur les genoux d'une petite Vénus acroupie; bravo, je vois que nous avons des idées. Ce n'est pas comme cet imbécile de Lupo qui m'a laissé bâiller une heure durant dans sa chambre nue, sous prétexte de chercher un plan qu'il n'a pas encore trouvé. Tu ne lui ressembles en rien. Tant mieux. Voyons, mon garçon, qu'allons-nous faire ensemble?

(La suite au prochain numéro.)

GEORGES OLIVIER.



Art. 8. A l'avenir, même en pays étranger, il est interdit à tout Français de posséder, d'acheter ou de vendre des esclaves, et de participer, soit directement, soit indirectement, à tout trafic ou exploitation de ce genre. Toute infraction à ces dispositions entraînera la perte de la qualité de citoyen français.

Néanmoins les Français qui se trouveront atteints par ces prohibitions, au moment de la promulgation du présent décret, auront un délai de trois ans pour s'y conformer. Ceux qui deviendront possesseurs d'esclaves en pays étrangers, par héritage, don ou mariage, devront, sous la même peine, les affranchir ou les aliéner dans le même délai, à partir du jour où leur possession aura commencé.

Art. 9. Le ministre de la Marine et des Colonies, et ministre de la Guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, en conseil de gouvernement, le 27 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

## Nouvelles des Départements.

**Amiens.** — La journée qui vient de finir a été signalée par des troubles regrettables. Nous raconterons les faits aussi fidèlement que pourront nous le permettre les renseignements qui nous arrivent de tous côtés et les observations que nous avons pu faire sur les points où l'agitation semblait se concentrer.

A deux heures de l'après-midi un rassemblement assez considérable d'ouvriers de travaux communaux s'est porté dans la rue du Cloître-de-l'Horloge, devant la maison de M. le maire. Ils demandaient que le salaire du lundi de Pâques, jour qui avait été consacré par eux aux élections, leur fût payé comme les autres. M. le maire n'était pas chez lui; mais tandis que les ouvriers stationnaient dans la rue, la garde nationale s'assemblait; une compagnie arriva bientôt, et la foule quitta cette rue pour se répandre, en se grossissant, sur d'autres points et surtout sur la place de l'Hôtel-de-Ville, où elle allait porter ses réclamations. Là, plusieurs collisions ont éclaté entre la foule compacte et la garde nationale réunie à la troupe de ligne; on n'avait cependant jusque-là rien à regretter, quoique une barricade eût été élevée au moyen de camions et de voitures qui stationnaient sur la place. L'autorité persistait dans son refus de satisfaire la demande des ouvriers, et l'irritation allait croissant parmi eux.

A quatre heures, ils allaient vers les ateliers communaux: quelques-uns d'entre eux revenant sur le boulevard, avec leurs brouettes chargées de pierres, étaient facilement dispersés par un détachement de gardes nationaux à l'entrée de la rue de la République; mais une autre troupe, parvenant sur la place Périgord, amoncelait des brouettes devant la rue Delambre; deux charrettes, trouvées sur la place, étaient renversées, et la garde nationale, en arrivant devant ce commencement de barricade, était accueillie par une grêle de pierres qui jetait le trouble dans ses rangs, lorsqu'un détachement, débouchant par la petite rue de Beauvais, prenait en flanc les perturbateurs et se rendait maître de la place.

Cependant on battait le rappel et la générale dans les rues; la garde mobile accourait, prête à maintenir l'ordre; la troupe de ligne et les cuirassiers parcouraient la ville. C'est dans la rue Saint-Jacques que s'est passé le plus odieux de cette triste journée. On avait ébauché, là aussi, une barricade au moyen de voitures, d'échelles et de pavés, et la lutte n'avait pas pris de bien grandes proportions, lorsqu'un coup de feu, tiré par un cavalier, blessa un citoyen inoffensif. La balle, après avoir frappé le bras droit, l'a atteint en pleine poitrine. L'état de ce citoyen, nommé Magnier, âgé de vingt-sept ans et père de famille, est à peu près désespéré. On parle de plusieurs autres blessures plus ou moins graves qu'auraient à déplorer les perturbateurs et la force armée; mais nous n'avons pas, à cet égard, de renseignements assez précis. Des collisions ont éclaté dans la rue de Metz et sur d'autres points; là encore on aurait des blessures à constater de part et d'autre.

A six heures, enfin, tout était terminé et le calme se rétablissait. On disait ce soir que la nuit ne se passerait pas sans de nouveaux désordres; ces bruits n'avaient aucun fondement. A l'heure où nous écrivons (une heure du matin), l'ordre n'a pas été troublé un seul instant depuis la chute du jour. La force armée a fait dix-huit prisonniers qui ont été conduits à la citadelle.

**Elbeuf.** — Voici les détails que nous apporte un journal d'Elbeuf, sur les événements de cette ville. Nous publions ce récit, en repoussant la responsabilité de l'esprit de parti qui l'anime:

« Au moment même où nous constatons le calme et la tranquillité qui n'avaient cessé de régner dans notre ville durant les opérations électorales, nous n'étions pas sans inquiétude sur les dispositions malveillantes que laissait entrevoir une certaine partie de la population. De divers côtés on nous rapportait des paroles de menace: on annonçait que le projet était formé de contraindre les députés qui seraient choisis dans le canton d'Elbeuf, à donner leur démission. On allait jusqu'à déclarer qu'on n'hésiterait pas à employer la violence.

« Telle était, vendredi au matin, la situation des choses dans notre ville, lorsque arriva la première nouvelle de la criminelle insurrection qui avait éclaté à Rouen. A peine cette nouvelle fut-elle répandue, que le projet d'émeute commença d'être mis à exécution dans la cité. On eût dit que c'était là le signal qu'attendaient les factieux.

« Entre neuf et dix heures, des rassemblements se formèrent à la porte de Rouen et au bas de la rue de l'Hospice. Quelques hommes, aidés d'un grand nombre d'enfants de treize à dix-huit ans, se mirent à dépaquer la voie publique. Bientôt une barricade s'éleva.

« Cependant la garde nationale avait été convoquée à l'Hôtel-de-Ville. Il est vrai que le danger augmentait à tout instant. Il fallut faire sortir des patrouilles pour rallier les gardes nationaux isolés que les insurgés insultaient, et auxquels ils arrachaient leurs armes. Pendant près d'une heure, ces audacieuses tentatives de désarmement réussirent, et sur beaucoup de points. Toutefois, vers dix heures, la plus grande partie de la garde nationale se trouva réunie dans la mairie.

« Entre onze heures et midi, plusieurs individus se présentèrent dans la rue de la Barrière, en face de la mairie. L'un d'eux, s'approchant du trottoir, tira sur les gardes nationaux qui stationnaient sous la grande porte, un coup de pistolet dont la balle, heureusement, n'atteignit personne. Au même instant, des pierres furent lancées. Quelques gardes nationaux dont les fusils étaient chargés, sortirent aussitôt contre les agresseurs et ripostèrent par des coups de feu. Un des insurgés fut atteint à la cuisse. La place du Coq se trouva débarrassée. Il n'y avait plus de doutes à avoir sur les desseins des factieux. Immédiatement, la garde nationale demanda qu'on lui délivrât des cartouches. Après quelques hésitations, cette distribution eut lieu. Elle était devenue nécessaire et urgente. Il n'était plus possible de laisser sans ce moyen de défense des citoyens qu'on venait d'attaquer à coups de pistolet.

« Alors, garde nationale et troupe de ligne reçurent l'ordre de se mettre en marche pour reconnaître la situation de la ville et pour prendre les positions principales qu'il importait de ne pas laisser envahir. On se porta d'abord vers les différentes barricades, entre autres vers celles du Calvaire, d'où les insurgés se retirèrent jusqu'au moment où les troupes reçurent l'ordre de se replier dans le milieu de la rue de la Barrière, afin que les forces ne fussent pas dispersées. Quant à la barricade de la porte de Rouen, on reconnut qu'on n'avait pas de forces suffisantes pour l'emporter et la détruire sans une grande effusion de sang. On résolut d'attendre l'arrivée des renforts qu'on avait demandés à Rouen. Il fut décidé qu'on resterait sur la défensive, et que les forces dont on disposerait seraient concentrées aux abords de l'Hôtel-de-Ville, et défendraient les principales rues qui y donnent accès.

« La nuit arriva, et avec elle toutes les inquiétudes qu'elle devait amener. Sauf les rues occupées par la force publique, qui étaient éclairées au moyen de lumières placées par les habitants sur les fenêtres de leurs maisons, le reste de la ville était dans une obscurité profonde, et cette obscurité favorisait encore les progrès des insurgés. Ils construisirent de nouvelles barricades. Environ 150 des leurs, armés de fusils, occupèrent la rue Maurepas. Du côté de la rue de l'Hospice, ils gagnaient pied peu à peu, et leurs factionnaires n'étaient qu'à quelques pas des factionnaires de la garde nationale et de la ligne. Du reste, pendant la nuit aucune lutte n'a eu lieu, aucun coup de fusil n'a été tiré. Seulement, à la pointe du jour, il était évident qu'on allait avoir à combattre de nombreux agresseurs par lesquels on était cerné, si le renfort attendu n'arrivait pas.

« A cinq heures, un bataillon détaché d'un régiment de ligne qui était envoyé de Versailles à Rouen, est entré dans notre ville. Sa présence fit changer la face des choses. Les insurgés ne tardèrent pas à comprendre qu'ils allaient se trouver en face d'une force répressive contre laquelle il serait inutile et funeste de lutter. Ils évacuèrent toutes les rues qu'ils avaient occupées pendant la nuit et se dispersèrent. Vers six heures, la troupe de ligne et la garde nationale se sont portées sur la barricade de la porte de Rouen. A leur approche, des pierres furent lancées, qui atteignirent des gardes nationaux et des soldats de la ligne. On commanda le feu contre les rebelles. Un homme tomba. Les autres prirent la fuite et l'on resta maître de la barricade.

« A dix heures la troupe était encore occupée à démolir cette barricade, qui, grâce à l'imprévoyance et à la mollesse de l'autorité durant la matinée d'hier, avait été construite si pacifiquement et si solidement à la fois. Soudain les insurgés, qui s'étaient enfuis dans les bois de La Londe, reparessent et dirigent des coups de feu sur la troupe. On leur a répondu par une décharge qui a frappé de mort quelques-uns d'entre eux. Plusieurs ont été blessés. A partir de ce moment, tout a été terminé, et l'ordre a été complètement rétabli.

« Immédiatement on a procédé à de nombreuses arrestations. Une grande partie de ceux qui se sont signalés par leurs excès dans ces funestes événements sont sous la main de la justice.

« A midi, une partie de la troupe de ligne et de la garde nationale, avec la garde nationale à cheval, s'est rendue dans la commune de La Londe. En chemin, quelques coups de feu, tirés de la lisière du bois, ont été dirigés contre le détachement. Plusieurs habitants de La Londe, connus pour avoir pris part à l'insurrection dans les journées d'hier et d'avant-hier, ont été amenés à Elbeuf. On cite, entre autres, le maire de La Londe, qui est prévenu de s'être mis à la tête des insurgés de sa commune, qui sont venus essayer la guerre civile dans notre cité. Il serait bien déplorable qu'une pareille inculpation se trouvât justifiée.

« Au moment du conflit, l'administration municipale, constituée provisoirement par le commissaire du Gouvernement, était depuis quelques jours déjà en complet désarroi.

« Une nouvelle administration, composée ce matin par l'initiative des citoyens, a été proposée cette après-midi à l'acceptation du commissaire du Gouvernement, qui l'a immédiatement ratifiée en nommant maire M. Buée, notaire; premier adjoint, M. Lefort Henry, et second adjoint M. Victor Papavoine.

**Ajaccio, 24 avril.** — Les opérations électorales pour l'élection des représentants à l'Assemblée nationale constituante ont eu lieu à Ajaccio hier et aujourd'hui. L'ordre le plus parfait n'a cessé de régner. Au moment de mettre sous presse, le dépouillement du scrutin n'était pas encore achevé.

Sur 1900 citoyens dont se composait la liste des électeurs, il y a eu 1312 votants.

Un arrêté de MM. les commissaires du Gouvernement a fixé au 28 du courant le recensement général des votes.

Sur toute la route que le citoyen Napoléon Bonaparte a parcourue, d'Ajaccio à Bastia, il a été salué des plus vives acclamations. A Bastia deux bataillons de la garde nationale l'ont reçu à plusieurs milles en avant de la ville, à l'entrée de laquelle s'est trouvé le maire avec le conseil municipal.

**Villeneuve-d'Aveyron.** — On lit dans l'*Echo de l'Aveyron*:

De graves désordres ont éclaté à Villeneuve-d'Aveyron à l'occasion des élections.

Quelques individus étrangers au canton s'étant introduits dans l'enceinte des opérations électorales, le président de l'as-

semblée aurait ordonné que ces individus fussent expulsés. Aussitôt ceux-ci, ou l'un de ceux-ci, se serait rendu près des habitants d'une commune voisine, et, sous le prétexte que l'on pratiquait des fraudes dans l'opération électorale, il les aurait conduits tumultueusement sur les lieux. Là le scrutin a été saisi violemment, le bureau dispersé et les billets brûlés. Après ces premiers désordres, les mutins, enhardis par leurs premiers succès, se sont livrés au pillage; une ou deux maisons ont été envahies et dévastées.

Les habitants de Villeneuve se sont aussitôt réunis et armés pour repousser cette invasion, et l'on assure que plusieurs des assaillants, refoulés hors du territoire, sont restés sur le champ de bataille.

**Nîmes.** — Les catholiques et les protestants de Nîmes en sont venus à une collision. On lit dans le *Courrier du Gard* du 28 avril:

Hier, dans l'après-midi, des troubles d'une gravité déplorable ont éclaté à Nîmes. Ce désordre a commencé par des manifestations de joie qui ont eu lieu sur les boulevards et surtout sur la place de la Bouquerie. Une farandole, composée en grande partie d'enfants et de femmes, mais conduite par un certain nombre d'hommes, dont deux portaient des drapeaux, a cherché à arriver jusqu'au pont de la Bouquerie en agitant ces drapeaux et en chantant la *Marseillaise*. Un groupe assez nombreux, qui stationnait sur le pont, a vu dans ces manifestations une bravade préméditée, et les citoyens qui le composaient se sont portés au devant de la farandole, armés de bâtons et quelques-uns même de fusils. Des coups de pierre ont été échangés; le groupe de la Bouquerie a poursuivi la farandole, et plusieurs détonations se sont fait entendre. On assure que ces coups de feu ont été tirés par ceux qui poursuivaient la farandole, et que plusieurs de ceux qui la composaient ont été plus ou moins grièvement blessés. On dit même qu'une ou deux personnes, dont l'une serait un enfant, aurait succombé.

Hier, à neuf heures du soir, une proclamation faite aux flambeaux a mis la ville de Nîmes en état de siège. M. le général de brigade Lucie est chargé de l'exécution de cette mesure rigoureuse, mais nécessaire.

**Marseille.** — Nous lisons dans le *Sémaphore de Marseille* du 29 avril:

La nuit dernière a été, à ce qu'il paraît, pour Marseille, pleine d'alarmes et de dangers. On parle d'une tentative de subversion, dont il est encore impossible d'apprécier d'une manière certaine le but et la portée. Par mesure de précaution, un bataillon de la garde nationale avait été convoqué, et dès l'entrée de la nuit occupait, avec de la troupe de ligne, les principales places d'armes. A une heure avancée de la soirée, on apprit qu'un conciliabule armé se tenait dans le club de la Montagne. Déjà des patrouilles avaient arrêté sur divers points plusieurs individus porteurs de fusils chargés; n'ayant pu répondre au mot d'ordre, ces hommes isolés, ou allant par petites bandes, avaient été désarmés et conduits à l'état-major de la garde nationale. L'interrogatoire qu'on leur fit subir détermina aussitôt l'emploi de mesures vigoureuses. M. le général Ménard Saint-Martin réunit trois compagnies de la milice citoyenne, un détachement de la troupe de ligne, et se dirigea, à leur tête, vers le chemin de la Magdeleine.

Le club fut cerné; la force armée s'introduisit brusquement dans le local et appréhenda au corps seize individus qui ne s'attendaient guère à pareille visite. Cette expédition, si rapidement exécutée, avait lieu à quatre heures du matin. Ces hommes, tous vêtus, étaient couchés sur des bancs ou sur des lits; quelques-uns dormaient avec leurs fusils chargés à côté d'eux; d'autres, qui étaient éveillés, avaient saisi leurs armes en se voyant investis; mais aucun d'eux ne paraît avoir conçu un moment la pensée de faire résistance. On a trouvé dans le lieu même de leur réunion un assez grand nombre de fusils, des caisses de munitions, ainsi que des torches. Dans le même temps, des gardes nationaux opéraient dans les environs de la maison quelques arrestations.

Environ trente arrestations ont été opérées, soit pendant la nuit, soit dans la matinée d'hier. Les prévenus ont été emprisonnés au fort Saint-Nicolas. La justice informe avec activité.

## Révolution Européenne.

**Pologne.** — Trahison! trahison partout! Hier c'était à Posen, aujourd'hui à Cracovie. Les canons autrichiens ont bombardé la ville, et le sang a coulé à flots. Voici les nouvelles qui nous arrivent à l'instant:

Lundi soir, 24 avril, une colonne d'émigrés se rendant de Breslau à Cracovie fut arrêtée à la frontière. Les autorités autrichiennes lui intimèrent l'ordre de rebrousser chemin. A cette nouvelle, le peuple de Cracovie se réunit en masse mardi matin, se porte à la demeure du commissaire royal Krieg, et le force à révoquer l'ordre qu'il venait de donner. Aussitôt l'armée autrichienne occupe les rues et braque ses canons contre le peuple. Mais, effrayé de l'ardent enthousiasme des émigrés, soutenus par toute la population, le général Castiglione n'osa entamer la lutte; il promit tout ce qu'on voulut, reconnut le comité polonais, promis aux émigrés de former une garde nationale, et s'engagea à leur donner des armes le lendemain.

Mercredi matin, les émigrés sortirent en masse avec les habitants hors de la ville, et se rassemblèrent dans une plaine voisine pour s'organiser et recevoir les armes qu'on devait leur distribuer. Tout à coup le général Castiglione, profitant de leur absence, sort de la citadelle, fond avec 5000 hommes sur la ville presque déserte, et y commence un affreux massacre. Au bruit de la fusillade, les émigrés accourent et rentrent dans la ville, y élèvent des barricades, combattent avec un acharnement irrésistible, et, après une lutte sanglante de trois heures, ils chassent les Autrichiens de Cracovie. Ceux-ci se retirent alors dans la citadelle, qui domine toute la ville, et commencent à la bombarder. Sans artillerie, sans armes aucunes, il était impossible de les en chasser. Un parlementaire fut donc envoyé par la ville au général autrichien. Celui-ci répondit que si dans deux heures tous les émigrés n'avaient pas quitté Cracovie, il continuerait le bombardement et réduirait la ville en cendres. Un second parlementaire parvint à obtenir



un sursis de trois jours. Les émigrés, ne voulant pas être la cause de la ruine complète de Cracovie, se sont décidés à quitter la ville. On ne connaît pas encore le nombre exact des victimes; mais on peut facilement concevoir quel carnage a dû résulter d'une lutte où des hommes sans armes avaient à affronter le feu roulant de troupes régulières et les canons de la citadelle. On sait seulement jusqu'ici que parmi les seuls émigrés il y a près de cinquante morts et plus de soixante blessés.

**Hongrie.** — On écrit de Pesth, 20 avril :

Hier il y a eu un grand tumulte que l'on n'a pu étouffer que par l'intervention de la garde nationale et de la garnison. Il s'agissait d'un mouvement contre les israélites; mais beaucoup de chrétiens riches n'ont pas été ménagés. Le peuple avait été excité par des agitateurs communistes, à la suite d'un conflit entre les maîtres et les ouvriers. Ceux-ci demandaient le renvoi des israélites; l'attaque a eu lieu; mais la troupe et la garde nationale firent évacuer les rues, et l'ordre se trouva rétabli.

**Tyrol.** — On lit dans le *Messenger du Tyrol* :

Kufstein, 2 avril. — Hier, à trois heures de l'après-midi, les dix prisonniers politiques polonais qui étaient détenus dans cette forteresse ont été mis en liberté, en vertu du décret d'amnistie publié par l'empereur. La première chose qu'ils firent après leur libération, fut de se rendre à l'église pour y offrir à Dieu leurs actions de grâce. Là, en présence de la grande majorité des habitants de la ville de Kufstein, tous émus de joie, l'hymne national a été chanté, et l'aumônier de la garnison donna aux graciés la bénédiction du Saint-Sacrement.

Les dix prisonniers libérés sont :

Le colonel Joseph Zalowski, Biatkowski, Cienglewicz, Kempinski, Mulkowski, Jeropiewnicki, Marynowski, Stadnicki, l'abbé Kmielwicz, Gierza.

#### COMMISSION DU GOUVERNEMENT POUR LES TRAVAILLEURS.

Séance du 27 avril 1848.

*Discours de M. Louis Blanc devant l'Assemblée générale des délégués des ouvriers.*

Mes amis, je viens à vous le cœur un peu triste, et cependant plein d'ardeur, de courage et d'espérance. Non, quoi qu'on en puisse penser, j'en jure par le génie de la France, le génie de la révolution ne périra pas! (*De toutes parts. Non! non!*)

En jetant les yeux sur la liste des élus, je n'ai pu me défendre, je l'avoue, d'un sentiment douloureux. Des noms que j'aurais voulu y trouver, manquaient. On nous a reproché, à mon noble ami Albert et à moi, d'avoir approuvé le règlement adopté par vous avec le désir de voir arriver vingt ouvriers à l'Assemblée nationale. L'accusation nous agréa et nous nous empressons de l'accepter. Oui, nous aurions souhaité que Paris donnât vingt ouvriers à l'Assemblée nationale, pour qu'il fût bien constant aux yeux de tous que, cette fois, la révolution avait porté aux affaires, non plus seulement la puissance du privilège, mais celle du travail intelligent et honnête. Oui, nous aurions souhaité que Paris donnât vingt ouvriers à l'Assemblée nationale, pour qu'il fût connu de la France, connu de l'Europe, connu du monde entier, que la République, dès son entrée dans les choses humaines, avait relevé le peuple de son trop long abaissement. Si c'est là un crime, il nous plaira de nous asseoir sur le siège des accusés, pourvu que l'accusateur ce soit le peuple! (*Profonde sensation.*)

Quant à la part que les élections nous ont faite, nous l'estimons d'autant plus glorieuse qu'elle a été plus modeste. (*De toutes parts. Oui! oui!*) Si nous n'avions pas, selon les inspirations d'une conscience libre et sans peur, attaqué tant d'abus puissants, inquiété tant d'égoïsmes prompts à la colère; si nous n'avions pas pris hautement le parti de la faiblesse contre la force, de tous ceux qui souffrent contre tous ceux qui jouissent, et cela dans l'intérêt des forts aussi bien que des faibles, au risque d'être calomniés faute d'avoir été compris; peut-être aurions-nous obtenu un plus éclatant succès; mais un succès acheté au prix de nos convictions réduites à se taire n'aurait fait que nous humilier. (*Applaudissements.*)

Pourtant, chose inconcevable! il est des hommes qui ont poussé l'audace de la haine jusqu'à nous reprocher d'avoir compromis et méconnu les intérêts du peuple. (*De toutes parts. C'est faux! c'est une infamie!*) Ah! s'il en était ainsi, moi qui vous parle, j'aurais été bien coupable, en effet; car, si je n'ai pas été ouvrier, comme Albert et comme vous, j'ai connu, j'ai subi de votre existence tout ce qu'elle peut contenir de plus amer. Moi aussi j'ai été pauvre, moi aussi j'ai vécu à la sueur de mon front; moi aussi, dès mes premiers pas dans le monde, j'ai porté tout le fardeau d'un ordre social inique; et c'est alors que, devant Dieu, devant ma conscience, j'ai pris l'engagement, si je cessais un jour d'être malheureux, de ne jamais oublier ce qui fait le malheur d'un si grand nombre de mes frères! (*Acclamations.*)

De là tant d'ardentes inimitiés; car, qui plus que nous a été, depuis quelque temps, exposé aux injures et aux calomnies! (*C'est vrai! c'est vrai!*) On a tout employé pour nous perdre; on nous a désignés par des noms dont la plupart de ceux qui les prononçaient ne comprenaient pas le sens, et qui paraissaient avoir une signification sinistre; on ne s'est pas contenté de faire courir ici, dans une journée de trouble, la nouvelle de notre mort; cette nouvelle artificieuse, on a eu soin de la répandre dans les départements où il avait été question de nous élire. On y a fait arriver le bruit que nous avions conspiré contre le Gouvernement; qu'en marchant contre l'Hôtel-de-Ville, nous avions été tués à la tête d'une révolte; et ce bruit menteur, on a eu soin qu'il parvint, la veille même des élections, aux lieux où il fallait détourner de nous les chances du scrutin.

Je ne parle pas de toutes les rumeurs calomnieuses qu'on a sourdement propagées, comme si ce n'avait pas été assez de la croisade hautement prêchée par la réaction. Ce qui n'atteint que ma personne me touche médiocrement, je le déclare, et j'ai pour l'injure, j'ai pour la calomnie un trésor inépuisable de mépris. (*Marques d'assentiment.*) Ce qui me touche davan-

tage, c'est ce genre de conspiration au moyen duquel on s'attache à armer contre les défenseurs du peuple la partie du peuple la plus facile à tromper. Voilà, je l'avoue, ce qui émeut toutes les puissances de mon cœur; voilà ce qui me remplit de tristesse, sans que, toutefois, mon courage en soit affaibli; car à ceux qui ont une conviction profonde, à ceux que l'idée de justice domine sans réserve, il est commandé de combattre l'erreur jusqu'à la mort... Plus que cela même. Et à ce sujet nous répéterons une parole qui, à l'éternel honneur de notre première révolution, n'est pas nouvelle dans l'histoire: Périrent nos personnes, périrent nos mémoires, pourvu que la vérité l'emporte! (*Applaudissements.*)

Mes amis, il y a eu, dans le xvi<sup>e</sup> siècle, un homme qui aimait profondément le peuple, et qui est mort pour l'avoir aimé. Cet homme, qui se nommait Campanella, fut enfermé successivement dans cinquante prisons et mis sept fois à la torture. La dernière fois, comme les bourreaux lui demandaient si c'était d'un démon qu'il tenait ce qu'il avait appris: Pour apprendre ce que je sais, répondit-il, j'ai usé plus d'huile que vous n'avez bu de vin. Eh bien, voici ce que Campanella a écrit en parlant du peuple... Mais ne vous hâtez pas de conclure; car, grâce au progrès des lumières, la différence est énorme entre le peuple du xvi<sup>e</sup> siècle et le peuple du xix<sup>e</sup>. Il est aujourd'hui des hommes qui ont osé crier anathème au privilège, à toutes les puissances injustes, à toutes les tyrannies, et ces hommes, dans la capitale du monde civilisé, ont obtenu par l'élection plus de cent mille suffrages. (*Applaudissements redoublés. Vive Louis Blanc!*)

*Un délégué.* Ce n'est pas assez! (*Non! non!*)

*Le citoyen Louis Blanc.* Eh bien, mes amis, voici ce que cet homme écrivait; permettez-moi de vous lire cette page, qui est sublime. Je l'ai lue vingt fois, et jamais sans que les larmes ne m'en soient venues aux yeux :

« Le peuple ignore ses forces; il supporte les coups et les fardeaux les plus lourds; il se laisse guider par un faible enfant, qu'il pourrait renverser d'une secousse; mais il le craint, il le sert dans tous ses caprices; il ne sait pas combien on le redoute et que ses maîtres lui composent un filtre qui l'abrutit. Chose inouïe, le peuple se frappe, il s'enchaîne de ses propres mains; il se bat et meurt pour une seule de ces pièces de monnaie qu'il donne au roi. Tout ce qui est entre le ciel et la terre est à lui; mais il l'ignore, et si quelqu'un l'en avertit, il le terrasse, il le tue. » (*Sensation.*)

Mais, grâce au ciel, et à cet invincible cours du progrès, le peuple arrive à apprécier de mieux en mieux ses véritables défenseurs; et alors même qu'il n'en serait pas ainsi, l'œuvre n'en serait pas moins accomplie. Les individus sont des instruments que l'on brise, au profit de principes qui ne sauraient être brisés. La plupart des édifices sont construits avec des ruines; les ruines, ce sont les hommes; l'édifice, c'est l'humanité. (*Explosion d'applaudissements.*)

Courage donc! En dépit de tout, l'égalité triomphera, non pas cette égalité morte, étroite et stérile, qui consiste dans l'abaissement du niveau général, mais celle qui consiste, au contraire, dans son élévation continue, progressive, indéfinie. Car, suivant une belle parole de saint Martin, *tous les hommes sont égaux*; cela veut dire *tous les hommes sont rois*. (*Applaudissements.*)

Seulement, il importe que le peuple soit prémuni contre les sophismes de ceux qui chercheraient à l'opprimer au moyen de lui-même. C'est ainsi qu'on nous a reproché, par exemple, de désorganiser la société, alors que nous protestons contre sa désorganisation, fruit inévitable des faux principes aujourd'hui en vigueur. Quoi! c'est la faute des idées de solidarité et d'association prêchées par nous si, le lendemain de la révolution, le système social actuel a laissé éclater l'anarchie qu'il recelait en lui! C'est la faute de nos doctrines d'ordre et d'amour, s'il a suffi de deux jours de crise pour mettre tous les intérêts en émoi, pour accélérer la ruine, depuis longtemps préparée, de toutes les industries; pour montrer que, sous l'empire du principe de concurrence, que dans le régime de l'isolement l'existence de tous est une espèce de jeu de hasard! Quoi! c'est nous qui désorganisons la société, nous qui, depuis la révolution, nous sommes épuisés en efforts pour parer, autant que possible, aux résultats d'une désorganisation devenue manifeste et terrible! Quoi! on oppose à nos idées les malheurs nés fatalement du règne d'idées toutes contraires! Quoi! on nous rend responsables précisément de ce qui ne nous donne que trop raison! L'absurdité du reproche en dépasse l'injustice. (*Applaudissements unanimes.*)

On nous accuse aussi de vouloir confisquer la liberté dans le travail! et il se trouve que nous avons proposé le seul système qui rende la liberté du travail possible, c'est-à-dire l'association!

Car enfin, lequel est plus libre, dites-moi, de l'ouvrier soumis aux caprices du capitaliste qui l'emploie, ou de l'ouvrier qui a sa place marquée d'avance dans une association de frères toujours prêts à lui tendre les bras?

Lequel est plus libre, de l'ouvrier qui dépend d'autrui, ou de l'ouvrier qui, choisissant les directeurs de ses travaux, ne dépend que de lui-même?

Lequel est plus libre, de l'ouvrier que vient remplacer inhumainement quelque machine nouvelle, ou de l'ouvrier que le système de l'association appelle à profiter de toutes les découvertes de la science et du génie?

Lequel est plus libre, de l'ouvrier qui, réduit à chercher son pain à travers les mille accidents et les mille péripéties d'un antagonisme universel, voit son existence même mise en loterie, ou de l'ouvrier devant lequel se tiennent toujours ouvertes les portes d'associations qui, pour le faire vivre honorablement, ne lui demandent que d'être laborieux et honnête?

Lequel est plus libre, de l'ouvrier que la concurrence amène à écrire sur son drapeau : *Mourir en travaillant ou mourir en combattant*, — ou de l'ouvrier qui sur son drapeau écrirait : *En travaillant, je suis sûr de vivre!* (*Bravos prolongés.*)

On nous a reproché de vouloir faire de l'Etat l'accapareur de l'industrie et de la production. Eh bien, ce reproche est une calomnie; jamais nous n'avons dit que l'Etat dût se faire entrepreneur d'industrie, qu'il dût absorber toutes les activi-

tés individuelles. Ce que nous avons dit, c'est que l'Etat doit prendre l'initiative d'une révolution qui tende à substituer le principe de l'association à celui de l'individualisme; c'est que l'Etat, comme tuteur de la société tout entière, doit à tous ceux qui la composent les instruments du travail. Cela, nous l'avons dit, et nous nous en glorifions.

Cette tutelle lui est imposée par le plus sacré de tous les devoirs; car, lorsque l'Etat se met en dehors de la société, lorsqu'il cesse de la représenter, de la résumer, il devient son ennemi. C'est ce que nous avons vu jusqu'ici, et c'est ce qui ne doit plus être. Nous voulons un gouvernement tuteur de la société, protecteur de l'ignorant, protecteur du faible, protecteur du pauvre, protecteur de tous ceux qui souffrent. (*Vive approbation.*)

On nous a reproché aussi de ne pas tenir assez compte de l'intérêt personnel. L'intérêt personnel! Mais c'est nous qui le voulons, c'est nous qui demandons qu'il soit développé d'une manière normale, d'une manière vraie, développé au profit de tous. L'intérêt personnel n'est légitime en effet, il n'est sacré que lorsqu'il s'associe à l'intérêt général. Nous ne voulons pas de l'intérêt personnel resserré en lui-même, de celui qui s'appelle l'égoïsme; mais de l'intérêt personnel associé à l'intérêt de tous, de celui qui, sur les champs de bataille, s'appelle gloire; qui, dans un pays libre, s'appelle patrie; qui, dans la région des âmes élevées par le sentiment de la fraternité et de l'amour, s'appelle humanité. (*Applaudissements prolongés.*)

C'est cet intérêt personnel qu'il faut servir, qu'il faut proclamer; c'est de cet intérêt personnel qu'il faut partir pour fonder les sociétés humaines sur une base inébranlable, sur la base de la paix, de la fraternité, de l'union; c'est cet intérêt personnel que je vous recommande particulièrement, à vous, hommes du peuple; car, plus que tous les autres, vous avez besoin de rester unis : la division, ce serait votre ruine.

Je vous le rappelais dernièrement : un de nos grands révolutionnaires disait : « Pour sauver la révolution, il faut de l'audace, encore de l'audace et toujours de l'audace! » Moi, je vous dis, à vous, hommes du peuple : « Le secret de la Révolution à maintenir, à sauver, à faire aboutir à l'abolition du prolétariat, à l'affranchissement du peuple, c'est l'union, encore l'union et toujours l'union! (*Bravos!*)

Où, toujours l'union! Si vous vous unissez, si vous savez vous relier l'un à l'autre par les liens de cette immortelle et sublime devise que, jusqu'ici, la République n'a inscrite encore que sur des drapeaux, mais que nous voudrions voir gravée en lettres indestructibles dans tous les cœurs : *Liberté, Egalité, Fraternité*, le salut du peuple sera certain; si vous vous écarterez un instant de cette devise, le peuple sera sauvé encore, mais au prix de nouveaux malheurs. (*Sensation profonde.*)

Or, ce que nous voulons, c'est la liberté par la paix; c'est la victoire par le développement de la raison; c'est le triomphe par la modération, par l'essor de l'intelligence; c'est la liberté par l'ordre et par l'amour. (*Marques unanimes d'approbation.*)

Où, mes amis, la liberté par l'ordre et par l'amour; et, quand je vous dis ceci, ne croyez pas que je cède à des sentiments pusillanimes : si jamais la liberté était menacée, vous pouvez en être sûrs, personne ne pourrait dire qu'il ne m'a pas vu au poste du péril. (*Applaudissements.*)

Mais quoi! ne parlons pas de périls! L'humanité marche évidemment vers la paix, non vers la guerre; vers la fraternité, non vers la colère et la haine. (*Applaudissements.*)

Ayons une confiance inébranlable dans la victoire de la raison et de la justice! Que l'intelligence de tous se développe par la liberté de la presse, par la liberté de la tribune, par la liberté de l'éducation, par la liberté de la propagande orale, et ne soyons pas en peine du reste.

Au surplus, mes amis, la France est une nation prédestinée; la France n'est pas une de ces nations chez lesquelles les idées justes, une fois éveillées, puissent périr. La France a eu à subir des épreuves de tout genre; elle a traversé une révolution qui, obligée de défendre la liberté au dedans par l'échafaud, au dehors par le glaive du soldat, a été terrible! Après avoir épuisé son sang pour la liberté, elle a trouvé encore du génie, du courage, du sang pour la gloire. Quinze années de compression n'ont servi qu'à faire éclater sa vigueur par l'irrésistible élan de 1830; dix-sept ans de ce régime d'abaissement et d'humiliation, qui s'appelle le règne de Louis-Philippe, n'ont fait que rendre plus rapide en février la revanche de son génie! Soyons donc sans crainte sur les destinées de la révolution en France et dans le monde. Oui! j'en jure par l'âme de la France, la Révolution triomphera! (*Tonnerre d'applaudissements. — Cris énergiques de Vive Louis Blanc!*)

Mes amis, poussez un cri qui me touchera plus encore que ces cris de sympathie dont mon cœur est ébranlé. Criez, je ne dirai pas vive la République entourée d'institutions monarchiques, mais vive la République qui aboutira à l'affranchissement du peuple! vive la République qui signifiera l'abolition absolue du prolétariat! vive la République que nos pères ont entrevue, quand ils ont dit : *Liberté, Egalité, Fraternité!* vive la République démocratique! (*Nouvelles salves prolongées d'applaudissements.*)

(Le président des délégués, le citoyen Lagarde, offre, au nom de ses camarades, un magnifique bouquet à M. Louis Blanc, et l'embrasse. Des applaudissements redoublés éclatent sur tous les bancs; toutes les physionomies rayonnent de joie et d'espérance.)

Le rédacteur en chef, **GEORGES OLIVIER.**

Imprimerie de BACHELIER, rue du Jardinot, 12.